

L'édition française a-t-elle des raisons de craindre Amazon ?

Des auteurs allemands et américains pétitionnent contre Amazon, qui tente d'imposer ses prix sur le marché du livre numérique.

Si, en France, la loi sur le prix unique empêche ce type de pratique, le secteur de l'édition est-il pour autant à l'abri de ce géant du Web ? Comment préserver le livre et les intérêts des auteurs ?

Renégocier les droits d'auteur

Marie Sellier

Présidente de la Société des gens de lettres

Ne nous y trompons pas. Le conflit qui oppose Amazon à Hachette aux Etats-Unis et à Bonnier en Allemagne est d'abord un conflit économique et commercial dans lequel les auteurs ne peuvent à aucun titre être pris en otage.

Mais ce bras de fer pose aussi des questions essentielles sur la répartition de la valeur au sein de la chaîne du livre. Au cœur de la tempête, les auteurs entendent retrouver une place d'acteur économique à part entière dans une chaîne dont ils sont trop souvent les grands oubliés.

Le coup de force d'Amazon visant à rendre, délibérément, plus long et plus difficile l'achat d'ouvrages « papier » afin de peser sur les conditions économiques consenties par tel ou tel éditeur sur les livres numériques n'est pas acceptable. C'est l'objet essentiel de la pétition des auteurs américains : « *Nous sommes fermement convaincus qu'aucun libraire ne devrait ni empêcher, ni gêner la vente de livres, ni même décourager les clients de commander ou de vouloir recevoir les livres qu'ils désirent. (...) Amazon n'a pas le droit d'utiliser un groupe d'auteurs, extérieurs à ce conflit, pour mener des représailles ciblées.* » Plus de mille auteurs allemands viennent de signer une pétition similaire.

Nous ne pouvons que soutenir une telle levée de boucliers. Les négociations entre Amazon et certains éditeurs sur le prix des livres numériques, ou sur les marges des uns ou des autres, ne peuvent avoir pour effet de pénaliser les auteurs sur les ventes de livres « papier ». Nous n'avons pas connaissance à ce jour de pressions analogues en France, où l'édition jouit de la protection de la loi sur le prix unique du livre, mais si cela devait se produire, nul doute que l'ensemble des auteurs se mobiliserait. L'accès pour tous à tous les livres est une priorité et une condition essentielle de notre démocratie. Mais le débat sur la question du prix de vente des livres numériques dépasse la querelle actuelle : le modèle économique du livre numérique n'inclut plus pour l'éditeur ni frais de fabrication ni coûts de stockage, les taux de rémunération des auteurs restent anormalement bas – de l'ordre de 5 % à 10 %. La majorité des grandes maisons d'édition françaises continue à appliquer les faibles taux en vigueur dans l'édition « papier » – la moyenne des droits est de 1 € par livre vendu. Le prix du livre numérique, actuellement inférieur à celui de l'imprimé, étant appelé à encore baisser à l'avenir, c'est bien le revenu des auteurs qui est directement menacé. Et il y a peu de

chance pour que l'augmentation des quantités vendues vienne compenser ce manque à gagner.

Les liens qui nous unissent à nos éditeurs sont étroits. Ils sont nos partenaires historiques et souvent bien davantage : nos premiers lecteurs, nos conseillers, voire nos amis. Leur rôle est essentiel pour l'avènement du livre, dans le respect des lecteurs. Les charmes de l'autoédition sont miroir aux alouettes pour tout auteur qui vit une relation de travail féconde avec son éditeur. Mais cet apport intellectuel et artistique ne peut pas se faire au détriment de la survie économique de l'auteur. Avec l'édition numérique, un nouveau modèle se fait jour dont l'auteur n'a aucune

Alors que le modèle économique du livre numérique n'inclut plus pour l'éditeur ni frais de fabrication ni coûts de stockage, les taux de rémunération des auteurs restent anormalement bas

raison d'être écarté. Les marges dégagées doivent faire l'objet d'un nouveau partage. « *Le rôle de l'édition est de permettre la rémunération des auteurs* », rappelait par ailleurs à point nommé Alain Kouck, PDG d'Editis. Nous sommes bien d'accord : comme le stipule la loi, notre rémunération doit être « juste et équitable ». Il convient que toute baisse de prix de vente soit compensée par une augmentation des taux des droits d'auteur.

A ce titre, le modèle de partage de la valeur prôné par Amazon doit être regardé avec attention : 30 % pour le distributeur, 35 % pour l'éditeur et 35 % pour l'auteur. Sur un livre vendu 9,99 €, la rémunération de l'auteur serait dans ce cas de 3,50 €. En France, elle est le plus souvent inférieure à 1,50 € sur un livre vendu 15 €. Amazon, dont on connaît la volonté hégémonique, sait très bien ce qu'il fait en interpellant les auteurs sur ce point. C'est le système tout entier qu'il entend ébranler. Mais auteurs et éditeurs ont désormais l'habitude de se parler. La conclusion de l'accord sur le contrat numérique – qui fera l'objet d'une ordonnance dans les jours prochains et entrera en application avant la fin de l'année – l'a bien montré. Internet a favorisé l'émergence d'un nouveau type d'auteur plus averti, plus responsable et plus solidaire. La discussion sur les marges dans le secteur du livre n'est pas seulement un enjeu entre éditeurs, distributeurs et libraires. Elle est aussi affaire de créateur.

S'il n'est pas supportable que les auteurs soient les otages de négociations commerciales, il ne l'est pas davantage que les droits d'auteur soient les variables d'ajustement à la baisse dans une économie numérique en plein devenir. ■

LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES réunira tous les acteurs de la chaîne du livre, Amazon compris, les 21 et 22 octobre, lors de son forum annuel, qui sera consacré à la question de la rémunération des auteurs

Nos librairies doivent résister au marché en ligne

Olivier Frébourg

Journaliste, écrivain
et éditeur

C'est la rentrée littéraire, cette passion française. C'est la guerre. En cette année d'hommages aux alliés américains, nous assistons à un renversement d'alliances. Les Etats-Unis et leur cheval de Troie, Amazon, ont déclenché les hostilités contre le premier groupe d'édition français, Hachette. Enjeu : le prix de vente des livres numériques qu'Amazon souhaite lamener. Nous sommes dans le fracas du monde global.

Au même moment, à Saint-Germain-des-Prés, commence la lutte des prix littéraires, digne des combats de l'*Iliade* : c'est du classique. Mais cette fois la mêlée sera plus meurtrière. La rentrée 2014 est d'abord une guerre économique. Les maisons d'édition espèrent sauver avec un grand prix un début d'année désastreux. A première vue, un match régional. Mais, en littérature, le local peut se confondre avec l'universel.

Curieusement, la course aux lauriers obsède davantage le monde des lettres que le bras de fer musclé entre deux géants. Neuf cents écrivains américains, un millier d'auteurs allemands ont signé une pétition en faveur d'Hachette et, au Japon, les maisons d'édition réagissent à leur tour. En France, pour le moment, auteurs et éditeurs conservent un relatif silence. Cette tactique n'est-elle une intrigante exception ?

L'offensive d'Amazon contre Hachette pose une nouvelle fois la question de la place du livre, sous sa forme numérique ou imprimée, dans nos sociétés. Quel enjeu esthétique et politique pour le livre, dans un monde d'écrans et de flux marqué par la prolifération des algorithmes, la fragmentation du temps et la financiarisation des échanges ?

Trois symptômes qui caractérisent Amazon, ce titan fascinant qui moissonne la planète, exigeant d'Hachette et bientôt de tous les éditeurs des sacrifices inhumains. La firme de Jeff Bezos occupe une situation de monopole presque parfait dans le nuage de la librairie électronique. Sa pratique commerciale, malgré sa danse du ventre libérale et libertaire, s'avère totalitaire : « Mon beau consommateur, c'est toi qui seras gagnant, avec des prix toujours plus bas. » Elle essaie de détourner à son profit des citations tronquées d'Orwell, mais c'est bien elle qui joue le rôle de « *Big Brother is watching you* » (« *Big Brother vous regarde* »). Dans cette corrida contre le veau d'or américain, l'Europe se contente hélas de planter des « *banderilles* », soupirait l'ex-ministre de la

culture, Aurélie Filippetti, remplacée par signe des temps – Fleur Pellerin, acquise à l'économie du numérique.

Depuis deux ans, la France subit une tectonique de fermetures de libraires. En 2013, Virgin a mis la clé sous la porte. En 2014, 57 librairies Chapitre ont baissé le rideau (une trentaine heureusement d'entre elles a été reprise).

Le marché du livre recule de 2% à 3% par an, la librairie électronique (qui vend des ouvrages imprimés et numériques) représente environ 12% du marché mais sa croissance dynamique marque le pas pour la première fois. Quant au livre numérique, il ne représente que 1% du chiffre d'affaires de l'édition française. Etonnamment le livre dématérialisé n'a pas encore décollé en France.

La raison est souvent passée sous silence : tous les grands groupes d'édition, Hachette, Editis, Gallimard, Flammarion, Media-Participations, sont également des diffuseurs et des distributeurs, c'est-à-dire les intermédiaires entre les libraires et les éditeurs pour la vente et l'acheminement des ouvrages.

Favoriser le développement du numérique, c'est nécessairement tuer les intermédiaires donc la diffusion, la distribution et, dans un second temps, la librairie française. Puisque l'ensemble des acteurs du livre a manqué le tournant du numérique, il a eu la sagesse, ensuite, de choisir la tactique de l'immobilisme et de la guerre des tranchées : marquer à la culotte l'adversaire numérique, mais aussi la librairie électronique. Pour corriger cette tendance crépusculaire, nous devons mettre en avant les Forces françaises de la librairie (FFL).

Nul autre pays ne possède autant d'auteurs indépendants, c'est-à-dire libres de toute attache à un groupe et capables d'exposer les titres de leur choix. Ce maillage exceptionnel est la première forme de résistance intérieure à l'envahisseur Amazon.

Grâce à la loi Lang sur le prix unique du livre, à l'ouverture intellectuelle de ses acteurs, ce réseau a su opposer la joie du livre au climat anxieux de notre économie. La vieille Europe est le continent de Dante, Rabelais, Shakespeare, Cervantès, Montaigne, Goethe, etc.

La crise qui menace l'édition aujourd'hui est aussi celle qui ébranle l'humanisme européen, cet idéal de l'équilibre et de l'harmonie qui nous a construits. Les territoires où disparaissent les librairies, notamment dans le nord et l'est de la France, deviennent des friches où les idées extrémistes fleurissent plus aisément qu'ailleurs. Les chercheurs en science politique devraient superposer la carte d'implantation du Front national et celle des librairies : elles seraient, à quelques excep-

tions près, inversement proportionnelles.

La librairie, c'est l'esprit de la civilisation. Un espace où se confrontent des idées, où la conversation, l'amabilité, la dispute aussi permettent de s'élever. C'est pourquoi le livre recouvre un enjeu politique. Il est du devoir des élus de le remettre au cœur de la cité, même si un réel éprouvant et un virtuel envahissant nous en détournent.

Les territoires où disparaissent les librairies deviennent des friches où les idées extrémistes fleurissent plus aisément qu'ailleurs

Le livre doit irriguer le paysage. Quand des librairies disparaissent, l'intelligence, la curiosité, la démocratie des idées se fanent. L'Etat français a déjà accordé une aide de 9 millions d'euros à la librairie française. Il doit se montrer encore plus volontariste en faisant du livre une priorité.

L'usage de la librairie devrait être enseigné sans relâche à l'école, au collège et au lycée. Une autre solution possible – qui ne coûterait pas un centime au contribuable – serait d'obliger les télévisions du service public, notamment France 2 et France 3, à parler davantage des livres à toute heure. Pourquoi des émissions de variétés ne présentent-elles pas d'ouvrages sur la variété ?

Pourquoi les émissions de cuisine ne traitent-elles pas de manuels de cuisine ? Pourquoi le 11 août dernier, au journal télévisé de 20 heures sur France 2, la disparition de l'écrivain Simon Leys, l'une des consciences intellectuelles les plus lucides de notre temps, n'a-t-elle pas été évoquée ?

C'est au gouvernement, actionnaire des chaînes de télévision, et au Conseil supérieur de l'audiovisuel d'exiger une place plus large à la réflexion, à l'imagination dans les cahiers des charges. On sait parler aujourd'hui de culture sans être rasoir.

Plus un livre est médiatisé, plus il a de chances de rencontrer des lecteurs. Que serait l'économie aujourd'hui de l'édition et de la librairie en France sans le relais des radios du service public ? Il serait aussi urgent de créer une chaîne de télévision numérique consacrée aux livres.

Les hommes politiques accros aux chaînes d'info en continu, les responsables de la télévision publique oublient qu'ils doivent hisser le monde vers l'intelligence et le sensible pour déjouer les forces de destruction et les poujadismes ambiants. Au-delà des liaisons dangereuses entre

Amazon et l'édition, au-delà de la rentrée littéraire, l'essentiel est de se battre contre la barbarie en lui opposant le glaive de la mythologie : le livre.

Beaucoup de livres, partout, ici et maintenant, contre la crise morale et intellectuelle qui fracture la France. ■